

ILS ONT TENU UN SIT-IN POUR DÉNONCER LES CONDITIONS DE TRAVAIL IMPOSÉES PAR DPW

Les dockers dans l'expectative

Les dockers du port d'Alger ont organisé, hier matin, un sit-in devant le terminal à containers. Les manutentionnaires dénoncent les conditions de travail imposées par leur nouvel employeur, Djazaïr Port World.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Près de deux cents dockers ont manifesté, hier matin, devant le portail du terminal à containers du port d'Alger. Un sit-in qui s'est déroulé dans le calme et sous haute surveillance policière.

«Nous ne savons plus quoi faire depuis que le port est passé entre les mains des Emiratis. Les nouveaux patrons veulent nous imposer un rythme de travail contraignant», indique un manutentionnaire.

Selon lui, Djazaïr Port World (DPW) a décidé de mettre en place un nouveau planning de travail pour les manutentionnaires : de 7 heures à 19 heures et de 19 heures à 7 heures. «Ils ont doublé la charge de travail et ont décidé de réduire les équipes qui sont passées de 6 à 4 membres.

C'est un rythme impossible à tenir, surtout la nuit. Le pire, c'est qu'ils ne veu-

lent plus prendre en compte le repos de compensation (RC) qui a toujours été appliqué dans la profession», souligne notre interlocuteur.

Présent sur place, un représentant syndical estime que la responsabilité de la situation revient en premier lieu à la direction de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL).

«C'est aujourd'hui que 660 employés du port, dont 350 dockers, ont été transférés auprès de DWP. Toutes les modalités en matière de transfert et de régime de travail devaient faire l'objet de négociation avec le partenaire social comme le stipule le procès-verbal de la tripartite qui a réuni la Central syndicale, le ministère des Transports et le ministère du Travail. Mais, jusqu'à présent, l'EPAL se contente de faire cavalier seul en imposant ses mesures», affirme-t-il.

Le syndicaliste en veut



Photo : Walid Triaa

Les dockers sont astreints à un rythme infernal.

pour preuve la note d'information de la direction de l'EPAL remise hier matin aux représentants des dockers.

«Dans ce document, la direction du port assure que tous les droits et acquis des employés transférés seront maintenus. Il est également fait

état de l'établissement de contrats à durée indéterminée (CDI) avant la fin du mois de mars. Mais ce document reste très flou puisqu'il ne fait pas référence au régime de travail», explique notre syndicaliste.

Ce dernier est interrompu par l'intervention d'un

docker. «Nous venons d'avoir une entrevue avec le directeur de la manutention.

Il nous a demandé de reprendre le travail et nous a assuré que toutes nos revendications seront prises en compte dans deux mois et qu'il fallait laisser passer l'élection

présidentielle», lancera le manutentionnaire. Il suffit de quelques minutes pour que l'information fasse le tour des manifestants. Résignés, certains décident de reprendre le travail. Les autres sont dispersés dans le calme par la police.

T. H.

GRÈVE DES HOSPITALO-UNIVERSITAIRES

Largement suivie

Comme décidé lors de leur dernière assemblée générale, les hospitalo-universitaires (professeurs, docents et maîtres-assistants) ont entamé hier un mouvement de grève qui s'étalera sur trois jours. Selon le président du Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales (SNPDSM), M. Djedjelli, le taux d'adhésion a atteint les 90%.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Hier, dans les différents services du CHU Mustapha-Pacha (maxillo-facial, CCB, gynécologie, neurochirurgie et sénologie), toutes les consultations et interventions qui devaient se faire par les hospitalo-universitaires étaient à l'arrêt.

Nombreux sont les patients qui ont rebroussé chemin, après de vaines tentatives pour se faire ausculter par les hospitalo-universitaires. Cependant, toutes les interventions d'urgence ont été effectuées. «Nous sommes en grève comme vous l'avez constaté. Sauf les urgences sont prises en charge», nous a signalé le professeur Hafiz, chef de service maxillo-facial.

Au service de chirurgie générale CCB, le bloc n'a pratiquement pas été ouvert de la journée. «Aucune opération n'a été enregistrée», nous apprend un médecin rencontré dans le couloir.

Au service de neurochirurgie, les hospitalo-universitaires sont en grève, mais plusieurs cas d'urgence se sont présentés à eux. La conscience professionnelle fait qu'ils n'ont pas pu abandonner des per-



Photo : Samir Sid

Le mouvement de protestation s'étalera sur trois jours.

sonnes en urgence de soins. C'est d'ailleurs toute la noblesse de cette profession.

Par ailleurs, dans la wilaya de Tlemcen, où s'est déplacé hier le président Bouteflika, les hospitalo-universitaires ont été tous réquisitionnés pour évi-

ter des perturbations dans le secteur de la santé durant le passage du président-candidat.

«Les hospitalo-universitaires de Tlemcen nous ont confirmé par téléphone qu'ils seront en grève à partir de demain», a signalé le professeur Djedjelli qui a

exprimé son soulagement sur le taux impressionnant de l'adhésion au mouvement de grève.

Il a rappelé à l'occasion qu'à partir de la semaine prochaine, ce sont les examens qui seront boycottés dans le cadre de cette action revendicative des hospitalo-universitaires.

Faut-il le préciser encore, cette action est intervenue après le retard enregistré par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans l'octroi de la rétribution décidée au profit de cette corporation.

Intervenant hier sur les ondes de la Chaîne III, Saïd Barkat a effectivement reconnu avoir engagé sa parole avec les syndicats sur cette prime et qu'il leur a bien expliqué par la suite que le dossier n'est plus de son ressort mais de celui du Premier ministre.

L'hypothèse donc qui fait croire que le Premier ministre Ahmed Ouyahia serait à l'origine du blocage de cette rétribution, a été confirmée, sans que ce soit ouvertement, mais à travers cette impuissance du département de Barkat à tenir ses engagements. «Nous avons eu des promesses concrètes, alors nous exigeons qu'elles soient tenues», a réaffirmé M. Djedjelli.

Par ailleurs, nous avons appris que le rouleau compresseur de la justice a été mis en marche mercredi dernier, soit deux jours avant le début de la grève, pour statuer sur le sort de celle-ci. «La justice a décrété en référé l'illégalité de la grève», a dénoncé notre interlocuteur.

R. M.